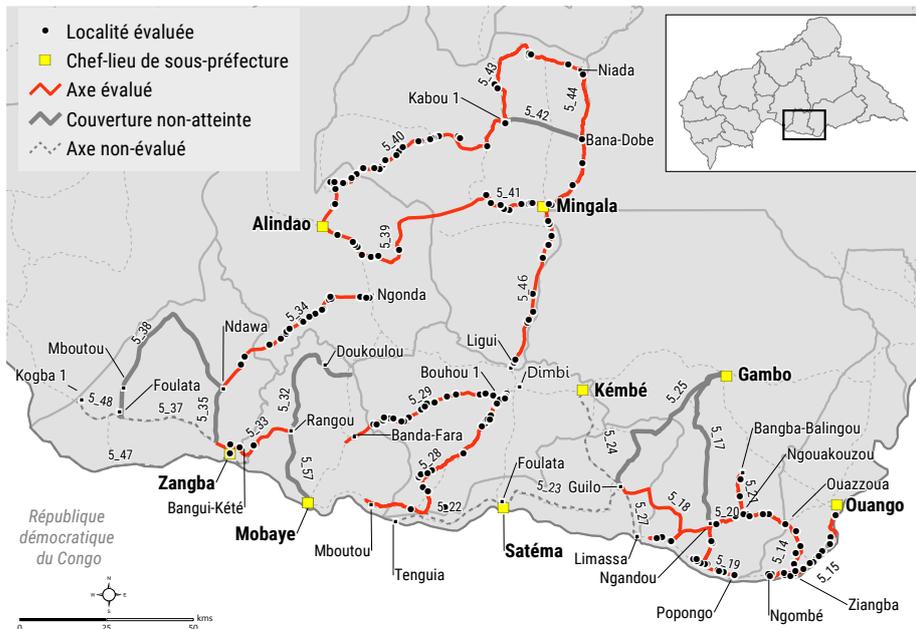


# Suivi de la situation humanitaire des zones difficiles d'accès

Novembre 2022  
République centrafricaine | Sud-est 2

## COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Axes évalués au cours de la collecte de données :



### Comment lire ce document ?

Ce document présente une analyse des principales données quantitatives collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la situation humanitaire dans les localités situées à proximité de 16 axes dans la macro-zone Sud-est 2 durant le mois de novembre 2022. Les résultats sont présentés en termes des pourcentages des localités évaluées et doivent donc être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités à proximité des axes évalués. La période de rappel pour les résultats est 30 jours avant la collecte, sauf indication contraire.

### Couverture

Nombre total d'entretiens :	531
Localités évaluées :	176
Axes évalués :	16
Axes avec seuils min. atteints :	23

### Type d'IC

Résidents dans la localité :	71%
Visiteurs récents dans la localité :	29%

## DONNÉES CLÉS

(en % de localités évaluées, rapportée par les informateurs clés)

- 41% où la présence de personnes déplacées internes (PDI) a été rapportée
- 65% où au moins un habitant a subi un incident sécuritaire
- 70% où la majorité d'enfants a accès à une école fonctionnelle
- 37% où la majorité des PDI habite dans des abris inadéquats
- 95% où des enfants de moins de 5 ans présentent des symptômes de malnutrition
- 61% où la majorité des ménages a un revenu mensuel inférieur à 10 000 XAF
- 76% où la majorité de la population utilise une source d'eau non-protégée et / ou non-améliorée comme source principale d'eau potable
- 12% où une assistance humanitaire a été reçue au cours des 12 derniers mois

## CONTEXTE

Depuis le coup d'état en 2013,<sup>2</sup> la République centrafricaine a été confrontée aux crises variées, notamment les cycles d'insécurité et des aléas naturels, spécifiquement les inondations et la sécheresse. Ces cycles ont réduit l'accès de la population aux services de base, entraînant un besoin pour l'assistance humanitaire. Cependant, ces cycles ont aussi créé des zones difficiles d'accès où la capacité des humanitaires d'apporter cette assistance est limitée. Dans ce contexte, REACH mène un suivi régulier de ces zones pour comprendre les besoins multisectoriels.

La zone sud-est est affrontée par des nombreuses crises, y compris l'insécurité et le manque d'infrastructure, qui augmentent les besoins, particulièrement dans les secteurs de protection, de santé et d'abris.<sup>3</sup> L'insécurité dans la zone est caractérisée par la présence de groupes armés, le regroupement des éléments des certains groupes armés auparavant dissous et la criminalité, notamment le pillage et le braquage.<sup>4</sup> Le manque d'infrastructures est le plus critique dans la préfecture de Basse Kotto.<sup>5</sup> La qualité des routes empire davantage avec les inondations dans la saison des pluies.<sup>6</sup> L'insécurité tant que la mauvaise infrastructure ne permettent pas aux humanitaires d'accéder les populations dans le plus besoin.

## APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le but de cette évaluation est de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées sur les besoins multisectoriels dans des zones : i) inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés. Depuis octobre 2020, les résultats sont partagés à l'échelle des quatre macro-zones ciblées : nord-est, nord-ouest, sud-est 1 et sud-est 2.<sup>7</sup>

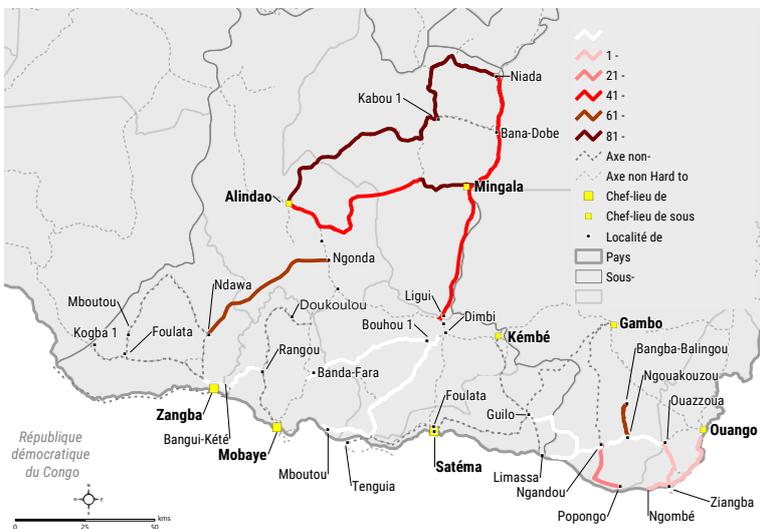
### MÉTHODOLOGIE :

La méthodologie utilisée pour la collection des données est zone de connaissance. Elle consiste des entretiens avec des informateurs clés, comme les récemment déplacés et les humanitaires, qui ont une connaissance profonde et récente sur les localités renseignées. Pour plus d'information, merci de voir [la méthodologie sur page 7](#).

# DYNAMIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

Les informateurs clés ont constaté la présence de PDI dans 73 localités évaluées. Le moteur principal pour leur déplacement semblent être l'insécurité, notamment les conflits armés, qui ont été rapportés dans la plupart des localités évaluées (87%). L'insécurité continue dans la région pourrait contribuer à une longue période du déplacement des PDI, rapportée d'être plus d'un an dans 81% de localités évaluées.

## Présence rapportée de PDI : (en % de localités évaluées)



Parmi les 73 localités sur les axes évalués où la présence de PDI a été rapportée, la durée moyenne de déplacement des PDI hors de leur localité d'origine a été rapportée d'être **plus d'un an** pour **81%** des localités évaluées et comprise **entre 5 et 12 mois** pour **8%**.

Dans **53%** de localités où la coexistence d'une population hôte et d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée (**94** localités), cette population déplacée représentait **plus de la moitié de la population totale**, par rapport à la population hôte.

## Occurrence d'un choc rapporté comme ayant entraîné un large déplacement de population :

(en % de localités évaluées)

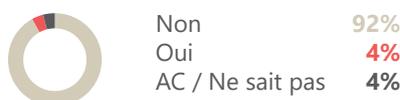


Pour les **22** localités évaluées où un tel choc a été rapporté, les raisons les plus fréquemment rapportées étaient **le conflit armé (70%)** et **des rumeurs (d'attaques, d'insécurité, d'arrivée de groupes armés, etc.) (13%)**.

## Raison principale du déplacement des PDI : (en % de localités évaluées ; 87 localités concernées ; les 2 réponses les plus fréquentes)



## Présence rapportée de personnes retournées et / ou rapatriées : (en % de localités évaluées)



Dans le **68%** de localités où les retournés et / ou rapatriés n'ont pas pu retrouver leur habitation d'origine, la raison principale rapportée était la **destruction de ces habitations (92%** de localités évaluées).

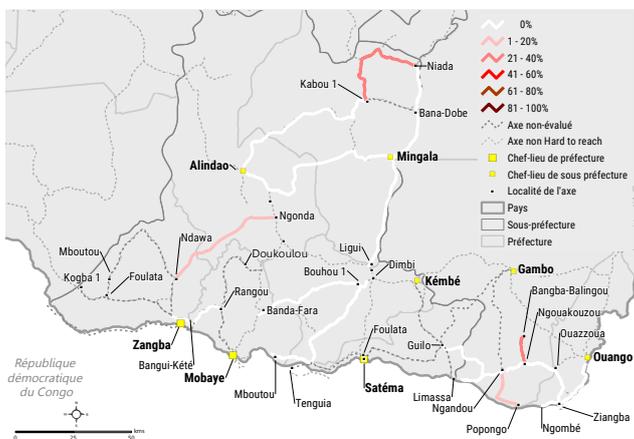
## Raison principale de retour de la population retournée et / ou rapatriée : (en % de localités évaluées ; 106 localités concernées ; les 2 réponses les plus fréquentes)



# PROTECTION

Malgré le peu d'incidents sécuritaires rapportés, il a été rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité dans la plupart des localités évaluées (65%). Cela pourrait s'expliquer par le fait que les groupes armés sont en train de se regrouper dans la zone.<sup>9</sup> Cette menace externe de la communauté pourrait renforcer la bonne relation rapportée entre la communauté hôte et la communauté déplacée.

## % de localités évaluées où au moins un habitant aurait subi un incident sécuritaire : (selon les IC)



## Type de risque le plus fréquemment rapporté : (en % de localités évaluées)

Risque le plus rapporté		
Hommes	Exactions de groupes armés	11%
Femmes	Absence de soins	49%
Garçons	Mariage forcé	16%
Filles	Mariage forcé	28%

Dans **65%** de localités évaluées, il a été rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité.

## Relation entre la communauté locale et la communauté déplacée (PDI, retournés, rapatriés)<sup>10</sup> : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



## Cas rapportés d'incidents impliquant la mort des civils et les dommages aux habitations : (en % de localités évaluées)

Incidents impliquant la mort de civils



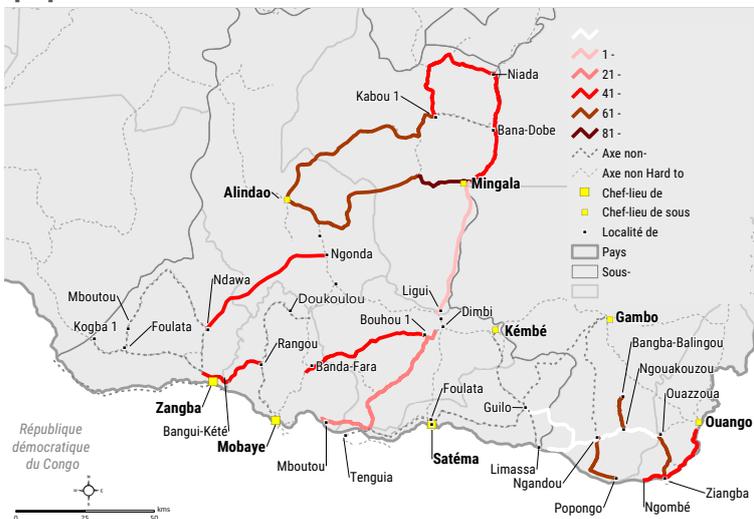
Incidents causant dommages aux maisons (pillages, incendies etc.)



## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les chocs impactant les revenus des ménages et les principales difficultés pour pratiquer l'agriculture, la source principale rapportée de revenu, indiquent qu'il manque à la population les moyens financiers d'accéder à la nourriture. Des chocs, comme la baisse du prix des produits vendus, ont été rapportés dans la majorité de localité évaluées (67%). Le manque de semences, rapporté comme étant la principale difficulté pour pratiquer l'agriculture, empêche la population d'avoir les moyens physiques pour assurer un flux fiable de la nourriture, élevant le risque d'insécurité alimentaire.

### % de localités évaluées où plus de la moitié de la population aurait un accès insuffisant à la nourriture :



### Occurrence d'un choc rapporté comme ayant impacté significativement le revenu de la majorité de la population :

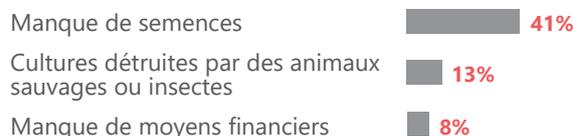


(en % de localités évaluées)

Pour les localités évaluées où un tel choc a été rapporté, les raisons les plus fréquemment rapportées étaient la **baisse du prix des produits vendus (27%)**, les **cultures détruites par du bétail ou des animaux sauvages (12%)** et la **hausse des prix des denrées alimentaires (10%)**.

### Principales difficultés pour pratiquer l'agriculture pour la majorité de la population :

(selon les IC ; en % de localités évaluées ; les 3 réponses les plus fréquentes)

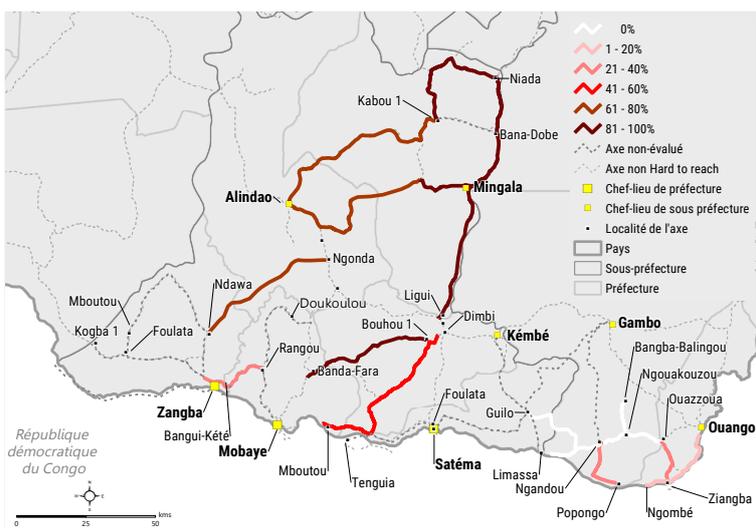


## MOYENS DE SUBSISTANCE

Bien qu'un marché fonctionnel a été rapporté dans la majorité de localités évaluées (68%), il pourrait manquer à la population les moyens financiers pour couvrir leurs besoins. Selon l'information fournie par les informateurs clés, le revenu moyen estimé de la majorité des ménages était inférieur à 10 000 XAF sur plus de la moitié des axes évalués (9 sur 16). De plus, des difficultés de pratiquer l'agriculture, la source principale rapportée de revenus, ont été rapportées. Par conséquent, au moins certains ménages pourraient faire travailler les enfants pour supplémenter leur revenu, signalant qu'un appui en termes d'activités génératrices de revenu pourrait être utile pour ces ménages.

### % de localités évaluées où le revenu moyen estimé de la majorité des ménages serait inférieur à 10 000 XAF<sup>11</sup> :

(selon les IC ; en % de localités évaluées)



Des difficultés d'ordre logistique et / ou sécuritaire pour accéder au marché fonctionnel le plus proche ont été rapportées dans **40%** des cas.

### Principales sources de revenu des ménages :

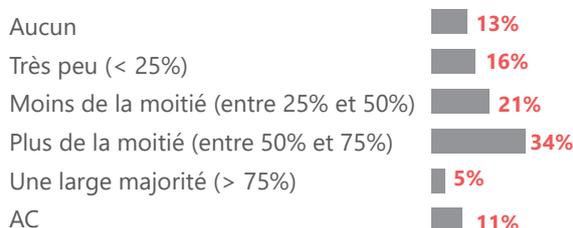
(selon les IC ; en % de localités évaluées)

	1 <sup>ère</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>
Agriculture / maraîchage	93%	5%	0%
Pêche / chasse / cueillette	6%	57%	18%
Petit commerce	0%	5%	27%
Elevage	0%	7%	12%
Aucun consensus	0%	10%	16%

Parmi les **79%** de localités évaluées dans lesquelles il a été rapporté que des habitants possédaient du **bétail**, il s'agissait de **petit bétail** (caprins, porcins, volailles etc.) dans **82%** de cas.

### Proportion de ménages dont les enfants participent aux activités génératrices de revenu :

(selon les IC ; en % de localités évaluées)



### Accès à un marché fonctionnel pour la majorité de la population :

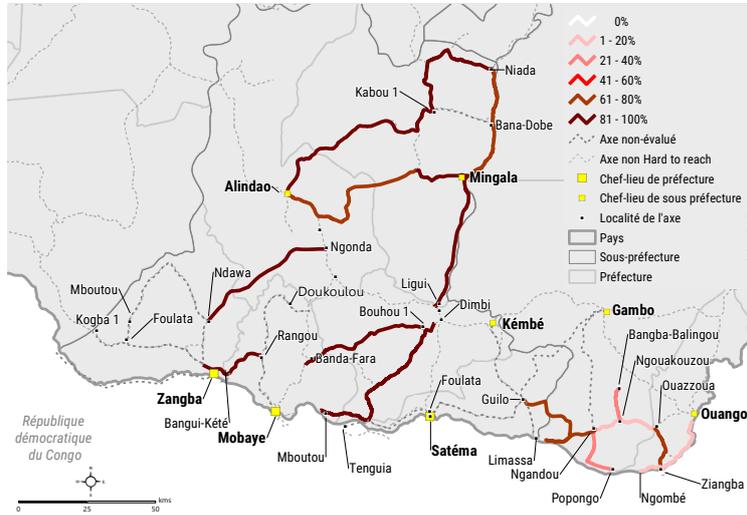
(selon les IC ; en % de localités évaluées)



## NUTRITION

D'après les informateurs clés, les gens dans la zone sont à risque de malnutrition. La présence de gens de plus de 5 ans qui souffrent des symptômes de malnutrition a été indiquée sur la majorité d'axes évalués (12 de 16), pendant qu'il a été rapporté qu'au moins un enfant de moins de 5 ans souffre des symptômes de malnutrition dans presque toutes les localités évaluées (95%). Malgré ces résultats, les gens semblent d'avoir accès aux services de nutrition fonctionnels dans presque la moitié de localités évaluées (48%). Donc, une assistance renforçant la capacité de ces centres pourrait les aider à traiter les symptômes de malnutrition de la population.

### % de localités où au moins une personne de plus de 5 ans présenterait des symptômes de malnutrition<sup>12</sup> : (selon les IC)



### Présence rapportée d'au moins un enfant de moins de 5 ans présentant des symptômes de malnutrition<sup>12</sup> : (en % de localités évaluées)



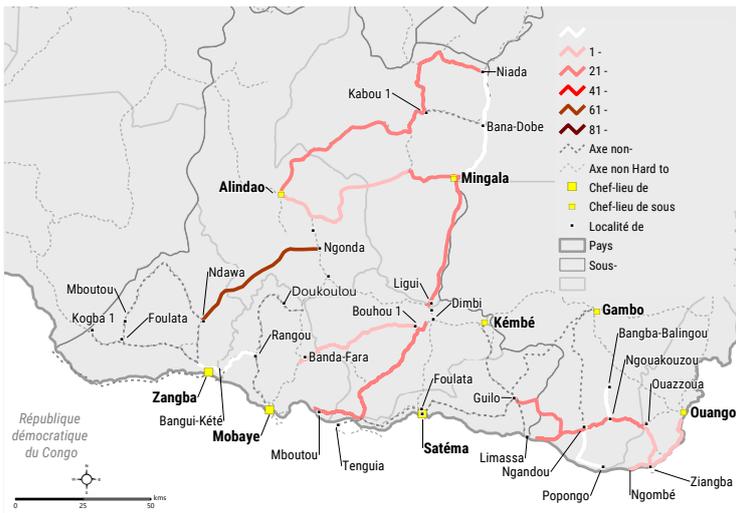
### Accès rapporté à des services de nutrition fonctionnels pour la majorité de la population : (en % de localités évaluées)



## SANTÉ

La majorité de localités évaluées (55%) a accès à un centre de santé à moins d'une heure de transport, selon les informateurs clés. Cependant, la population est confrontée aux nombreuses barrières pour y accéder. Les barrières les plus rapportées incluent les médicaments indisponibles et le coût de traitement, tous ce qui impactent la qualité des soins. En termes de maladie, la population semble souffrir le plus du paludisme et de la fièvre. Donc, des interventions sanitaires apportant des médicaments pour ces deux maladies pourraient améliorer la qualité de vie de la population.

### % de localités où la distance aux services de santé serait plus d'une heure pour la majorité de la population : (selon les IC)



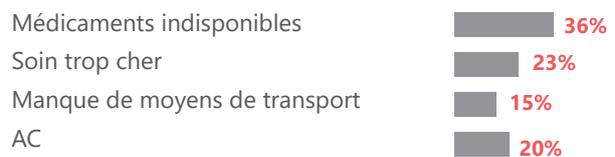
### Principaux problèmes de santé rapportés :

(en % de localités évaluées)

	Enfants < 5 ans	Plus de 5 ans
Paludisme / fièvre	33%	51%
Malnutrition	23%	Réponse non-proposée
Diarrhée	20%	21%
Infection respiratoire / toux	3%	4%
Aucun consensus	20%	21%

### Principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge de services de santé pour la majorité de la population :

(en % de localités évaluées ; les 4 réponses les plus fréquentes)



Pour 46% de localités évaluées, le type de structure sanitaire dans laquelle la majorité de la population est allée se faire soigner était un « poste de santé » et dans 27% des cas un « hôpital ».

### Présence d'un centre de santé à moins d'une heure de marche ou de transport le plus commun :

(en % de localités évaluées)



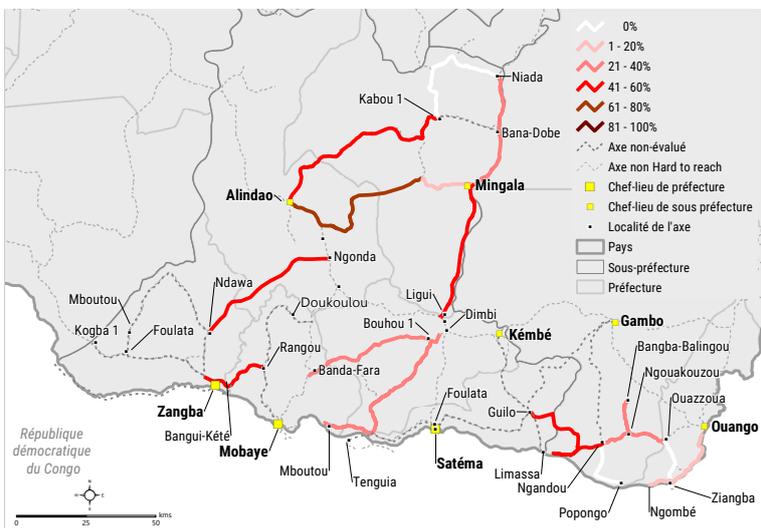


Les types d'abris les plus rapportés pour les déplacés sont les habitats à long terme en paille et les abris d'urgence en paille ou en bâche. La présence de déplacés vivant dans des abris inadéquats a été rapportée dans plus de la moitié de localités évaluées sur certains axes évalués autour d'Alindao, Mingala et Zangba. Cela suggère que la construction des abris ciblant ces axes pourrait améliorer la qualité des abris pour la population déplacée.

**% de localités où la majorité de la population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) vivrait dans des abris inadéquats collectifs, abris d'urgence, tentes, sans abris)<sup>10</sup> :** (selon les IC)

**Type d'abris habité par la majorité des groupes de population :**

(selon les IC ; en % de localités évaluées ; les 5 réponses les plus fréquentes)



	Population locale	Population déplacée <sup>10</sup>
Habitat à long terme en paille	81%	46%
Abri d'urgence en paille	6%	34%
Abri d'urgence en bâche	1%	3%
Maison en semi-dur	1%	0%
Aucun consensus	11%	18%

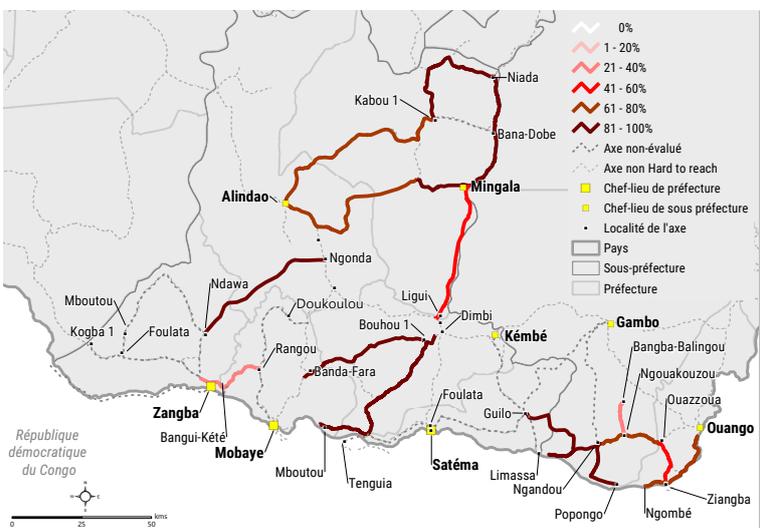
**EAU, HYGIÈNE, ASSAINISSEMENT (EHA)**

La mauvaise qualité d'eau a été indiquée comme étant la principale difficulté en termes d'accès à l'eau dans la majorité de localités évaluées (65%). Un manque de sources d'eau améliorées ont été rapporté dans plus de la moitié des localités évaluées sur 13 de 16 axes évalués. Le manque de sources d'eau améliorées expose la population aux maladies d'origine hydrique, augmentant potentiellement la pression sur un système de santé à capacité limitée. Donc, augmentant l'accès à l'eau potable paraît être un besoin prioritaire pour la zone.

**% de localités évaluées où la source principale d'eau potable de la majorité de la population serait une source non protégée et/ou non améliorée<sup>13</sup> :** (selon les IC)

**Principales difficultés rapportées pour accéder aux ressources d'eau pour la majorité de la population :**

(en % de localités évaluées ; les 3 réponses les plus fréquentes)



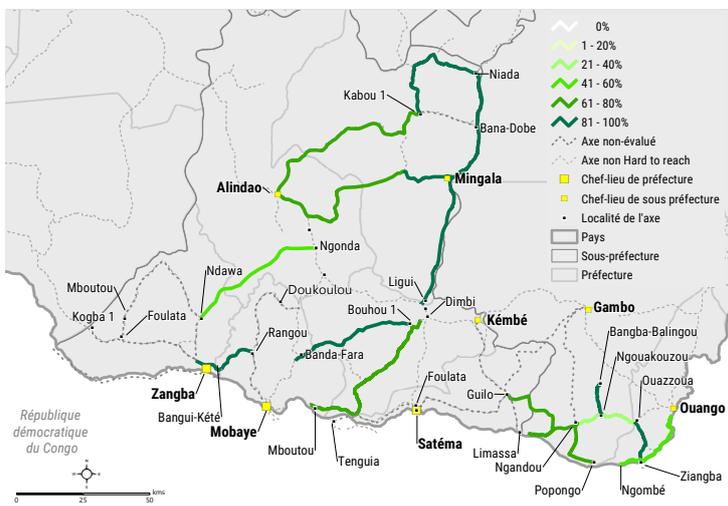
**Pratique rapportée de la défécation à l'air libre par la majorité de la population :** (en % de localités évaluées)



## ÉDUCATION

Les écoles fonctionnelles ont été rapportées d'être présentes sur tous les axes évalués. Malgré cela, il semble exister des barrières d'accès à l'éducation pour les enfants. Les barrières les plus rapportées étaient le manque de moyens financiers, plutôt pour les garçons que les filles, et la distance. En outre, les résultats indiquent que les garçons fréquentent l'école plus que les filles. Par exemple, il a été rapporté que plus de la moitié des garçons fréquentent l'école dans la majorité de localités évaluées (77%), pendant que plus de la moitié des filles fréquentent l'école dans 53% de localités évaluées. Étant donné ces chiffres, il semblerait que les interventions en éducation ciblant les filles pourraient réduire la disparité.

### % de localités évaluées où la majorité de la population a accès à des services d'éducation fonctionnels : (selon les IC)



### Fréquentation régulière (au moins 4 jours par semaine) d'une école formelle<sup>14</sup> par les enfants entre les âges de 5 à 12 ans : (% de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible; 124 localités concernées)

	Garçons	Filles
Aucun	1%	1%
Très peu (< 25%)	2%	14%
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	7%	14%
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	63%	48%
Une large majorité (> 75%)	14%	4%
Totalité	0%	1%
AC / Ne sait pas	13%	18%

### Principale difficulté rapportée pour les enfants d'accéder à une éducation formelle et régulière :

(% de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible; 124 localités concernées ; les 3 réponses les plus fréquentes)

	Garçons	Filles
Frais scolaires trop chers	27%	8%
Ecoles fonctionnelles trop éloignées	16%	20%
AC	24%	28%

## REDEVABILITÉ, COMMUNICATION

Les informateurs clés ont constaté que la plupart des localités (80%) n'ont pas reçu une aide humanitaire dans les 12 derniers mois avant la collecte, probablement à cause de l'insécurité et du manque d'infrastructure,<sup>15</sup> y compris le manque du réseau radiophonique et téléphonique rapporté dans la zone. Tous ces facteurs limitent la présence d'humanitaires, empêchant leur capacité de renforcer la disponibilité réduite des services de base pour la population.

### Assistance humanitaire reçue et rapportée au cours des 12 derniers mois : (en % de localités évaluées ; au cours des 12 mois précédant la collecte de données)



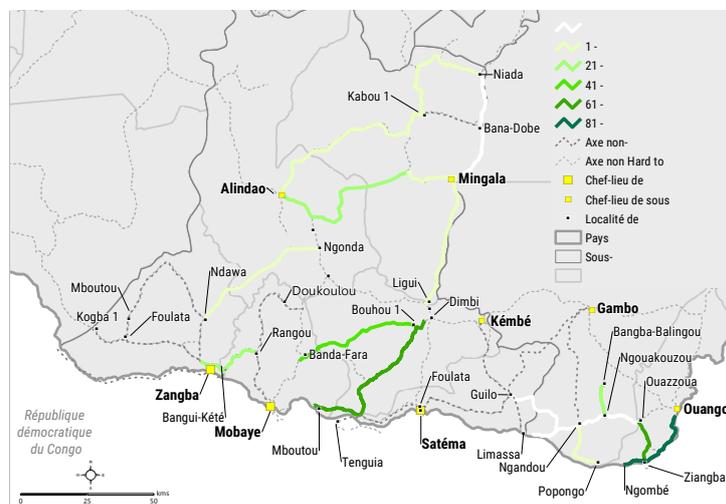
Parmi les 22 localités où une aide humanitaire a été rapportée au cours des 12 derniers mois, cette aide a été rapportée comme insuffisante en termes de quantité pour 55% de ces localités.

### Accès rapporté à une radio et / ou à des émissions radiophoniques pour la majorité de la population :

(en % de localités évaluées)



### Couverture (en continu ou par intermittence) par un réseau téléphonique : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



## MÉTHODOLOGIE

La méthodologie utilisée (Zone de connaissance / Area of Knowledge) a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant la majorité de la population vivant dans des zones i) inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés.

En particulier, cette méthodologie vise à collecter des données relatives aux dynamiques du déplacement des populations, aux besoins humanitaires et à l'accès aux services de base.

Les données ont été collectées directement par les équipes REACH à travers d'entretiens, sur la base d'un questionnaire multisectoriel, auprès d'IC identifiés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités évaluées.<sup>16</sup>

Lors de l'analyse des données, les informations sur les localités ciblées sont collectées, agrégées, puis analysées à l'échelle des axes représentés sur les différentes cartes de ce document. Ces données sont rapportées par axe sur toutes les cartes, tandis que leur moyen arithmétique à l'échelle de la macro-zone est représenté dans les différents tableaux et graphiques.

L'agrégation par localité de plusieurs données a été réalisée selon des critères de pondération préétablis.<sup>17</sup> Des seuils minimaux (en pourcentage) de localités à évaluer pour chaque axe ont été établis, sur la base du nombre total de localités connues situées le long de l'axe.<sup>18</sup> Les axes pour lesquels les seuils minimaux préétablis n'ont pas été atteints n'ont pas été intégrés dans l'analyse et sont indiqués sur les cartes comme "couverture non-atteinte".

## COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Code axe	Nom de l'axe <sup>19</sup>	# localités sur l'axe	# localités évaluées	% localités évaluées	Couverture atteinte ? <sup>18</sup>
5_14	Ouazzoua - Ziangba (via Bobo)	13	6	46%	Oui
5_15	Ouango - Ngombe	24	17	71%	Oui
5_17	Gambo - Ngandou	10	3	30%	Non
5_18	Ngandou - Guilo	19	4	21%	Oui
5_19	Ngandou - Popongo	16	13	81%	Oui
5_20	Ngandou - Ouazzoua	10	7	70%	Oui
5_21	Ngouakouzou - Bangba-Balingou	4	3	75%	Oui
5_22	Satema - Tengoua	20	0	0%	Non
5_23	Satema - Guilo	23	0	0%	Non
5_24	Guilo - Kembe	15	0	0%	Non
5_25	Guilo - Gambo (via Lakoundji)	6	2	33%	Non
5_27	Guilo - Limassa	4	0	0%	Non
5_28	Dimbi - Mboutou	37	21	57%	Oui
5_29	Bouhou 1 - Banda-Fara	33	18	55%	Oui
5_32	Doukoulou - Ngale-Croisement	44	1	2%	Non
5_33	Ngale-Croisement - Kete-bangui	33	4	12%	Oui
5_34	Ndawa - Ngonda	60	19	32%	Oui
5_35	Ndawa - Kete-bangui	21	1	5%	Non
5_37	Kete-bangui - Foulata	38	0	0%	Non
5_38	Ndawa - Foulata	39	1	3%	Non
5_39	Alindao - Mbo-Pouloubou (via tagbale)	16	9	56%	Oui
5_40	Alindao - Kabou 1 (axe Seliba)	61	35	57%	Oui
5_41	Mbo-Pouloubou - Mingala	15	10	67%	Oui
5_42	Kabou 1 - Bana-Dobe	4	1	25%	Non
5_43	Kabou 1 - Niada (via Dalakera 2)	40	6	15%	Oui
5_44	Mingala - Niada	33	4	12%	Oui
5_46	Mingala - Ligui	32	12	38%	Oui
5_47	Zone frontalière Zangba - RDC	25	0	0%	Non
5_48	Foulata - Kogba 1	23	0	0%	Non
5_57	Mobaye - Rangou	23	2	9%	Non

## À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).

## NOTES DE FIN

1. Les seuils de couverture a été prédéfinis de la manière suivante : De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%.

2. [International Crisis Group, Réduire les tensions électorales en République centrafricaine \(10 décembre 2020\).](#)

3. [OCHA, Aperçu des besoins humanitaires \(HNO\) - République centrafricaine, pp. 34, 39-40, 62 \(Novembre 2022\).](#)

4. HNO, pp. 34, 39 ; [Cadre Intégré de classification de la sécurité alimentaire \(IPC\), République centrafricaine Analyse de l'insécurité alimentaire aiguë : Septembre 2022 - Août 2023, pp. 4, 10 \(11 novembre 2022\).](#)

5. HNO, p. 72.

6. Ibid. at 72-73.

7. Veuillez vous référer aux [Termes de référence](#) pour les détails de la méthodologie et des axes et des macro-zones ciblés par le projet.

8. Dans les cas où les IC donnent des réponses divergentes sur une même localité, et où les critères d'agrégation des données ne suffisent pas pour déterminer une réponse unique, la mention "Aucun consensus" est utilisée.

9. HNO, p. 39.

10. Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée.

11. 1 EUR = 656 XAF, 1 USD = 616 XAF (Source: InforEuro. Date : janvier 2023).

12. Ces résultats dérivent exclusivement de la perception des IC, et non de diagnostics médicaux, et doivent donc être interprétés avec précaution.

13. Source non-protégée et / ou non-améliorée : eaux de surface (eau de rivière, de pluie, de lac, etc.), source d'eau non-aménagée et puits non-protégé (Source : [Programme commun de l'Organisation mondiale de la santé \(OMS\) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance \(UNICEF\) de surveillance de l'approvisionnement en EHA \(JMP\)](#)).

14. « L'enseignement formel est un enseignement institutionnalisé, volontaire et planifié au travers d'organismes publics et d'entités privées reconnues qui ensemble constituent le système éducatif formel d'un pays. Les programmes d'enseignement formel sont donc reconnus en tant que tels par les autorités nationales compétentes pour l'éducation ou des autorités équivalentes, c'est-à-dire toute autre institution en coopération avec les autorités nationales ou infranationales compétentes pour l'éducation. » (Source : [Institut de statistique de l'UNESCO, Classification internationale type de l'éducation, CITE, 2011](#)).

15. HNO, p. 72-73.

16. Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, si joignables par téléphone ; les personnes déplacées originaires de la localité ; les commerçants / voyageurs / conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité ; les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible / joignable par téléphone ; les travailleurs des organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG.

17. Critères basés sur la fréquence des réponses ; le type d'IC ; la priorisation des informations / réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus" ou "AC".

18. Nombre total de localités sur les axes selon la base de données du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, disponible sur Humanitarian Data Exchange (HDX) et la vérification in situ des chargés de terrain REACH. De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%.

19. Les localités indiquées en rouge ne sont pas intégrées et analysées sur l'axe concerné, ces localités n'étant pas considérées comme difficiles d'accès ou étant prises en compte dans l'analyse d'un autre axe. Veuillez vous référer aux [Termes de référence](#) pour les détails des axes et des macro-zones ciblés par le projet.